



en Région Centre



Projet piloté par la Fédération Régionale des Acteurs en Promotion de la Santé (FRAPS) - région Centre, coordonné par le Comité Départemental d'Éducation pour la Santé du Loiret (CODES 45) avec le financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

PROJET MOBILISATION ET COOPÉRATION EN FAVEUR DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN RÉGION CENTRE

ÉVALUATION

Date de début – Date de fin : Décembre 2011 – 31 janvier 2013

Thématique traitée : Nutrition Précarité

Contexte :

En 2003, en cohérence avec les objectifs du Programme National Nutrition Santé (PNNS) pour la population en situation de précarité, le secrétaire d'État à la lutte contre l'exclusion et la précarité initie le Programme Alimentation et Insertion. Ce programme vise à améliorer l'alimentation des personnes en situation de précarité et à faire de l'alimentation un facteur d'insertion en favorisant les actions créatrices de lien social.

Afin de clarifier les actions à mettre en place et d'en suivre l'efficacité, deux études nationales importantes sont menées : « Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire » (Abena 2004-2005) et « Enquête auprès des Associations d'Aide Alimentaire (E3A 2004) ».

Leurs résultats montrent que :

- L'aide alimentaire représente la première source d'approvisionnement pour 75 % des bénéficiaires, bien que n'étant pas conçue

- pour subvenir à l'ensemble des besoins nutritionnels d'une personne,
- Les bénéficiaires de l'aide alimentaire souffrent de carences multiples (fer, vitamine C) associées à des apports alimentaires insuffisants notamment en fruits, légumes et en produits laitiers dont la consommation est très éloignée des repères du PNNS et de ce qui est observé en population générale,
 - Le pourcentage de personnes souffrant d'obésité et d'hypertension artérielle est très élevé parmi les bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Face à ce constat, en 2006, le Comité Interministériel de Lutte contre les exclusions (CILE) lance un plan triennal d'amélioration de l'aide alimentaire qui se décline en cinq axes :

1. Adapter l'aide aux besoins des personnes, en qualité et en quantité
2. Améliorer la connaissance du réseau de distribution de l'aide alimentaire
3. Optimiser les moyens logistiques de gestion et de distribution de l'aide alimentaire
 - Assouplir les réglementations européennes et nationales concernant les retraits
 - Soutenir les partenariats et les actions locales

Lors de la mise en place du Plan Régional de Santé Publique de la région Centre, qui retenait entre autre comme thématique prioritaire la nutrition, le groupe de travail « nutrition et précarité » du Groupement Régional de Santé Publique (GRSP) a choisi de retenir trois axes du CILE. Un des axes retenu est d'améliorer la connaissance du réseau de distribution de l'aide alimentaire de la région Centre. Pour cela, un état des lieux des structures d'aide alimentaire de la région Centre a été réalisé en 2007.

Résultats de l'état des lieux réalisé en 2007 et perspectives

Le rapport soulève 3 points importants :

- Très peu de bénévoles ou salariés de l'aide alimentaire sont formés à la nutrition (moins de 30%).
- Peu ou pas de coordination existe entre les structures (56 % déclarent ne pas avoir de coordination).
- Les structures d'aide alimentaire rencontrent des difficultés d'approvisionnement en produits frais (poissons, viandes, fruits et légumes,...) engendrées par un manque de moyens financiers et logistiques et par méconnaissance des partenariats.

Les résultats de ce rapport ont été analysés par la FRAPS et les CODES de la région à partir de l'outil de catégorisation des résultats et ont

Les résultats de l'état des lieux 2007 ont été analysés par les CODES de la région Centre, à partir de l'outil de catégorisation des résultats. Cette analyse a permis de faire émerger les axes prioritaires pour pallier les lacunes actuelles dans le domaine de l'aide alimentaire.

Il en ressort notamment :

- Un manque de complémentarité entre les structures de la région.

- Une absence de vision globale des missions de chaque structure et de ce qu'elles peuvent proposer (au niveau départemental et au niveau régional).
- Des difficultés de coopération entre elles.
- Des valeurs sous-jacentes aux missions de chacune des structures (Secours catholique vs populaire) différentes.

En 2009 et 2010, la FRAPS a été financée par le GRSP pour construire un programme d'actions destiné à participer à l'amélioration de l'alimentation des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Trois actions ont ainsi été proposées :

- Recensement des actions en faveur de l'aide alimentaire
- Mise en place de groupes de travail départementaux et organisation d'un séminaire d'échange régional
- Mise en place du « dispositif de formation et d'accompagnement méthodologiques » (INPES) à destination des intervenants de l'aide alimentaire à la nutrition.

Dans ce cadre, l'Agence Régional de Santé finance la FRAPS pour le pilotage du projet « Mobilisation et coopération en faveur de l'aide alimentaire en région Centre » en 2011. Ce projet a été reporté en 2012 car le dispositif (INPES) de formation et d'accompagnement méthodologique des intervenants de l'aide alimentaire a permis de faire émerger des besoins des intervenants de l'aide alimentaire correspondant au présent projet.

Public cible et territoire : Bénévoles et salariés des structures de l'aide alimentaire de la région Centre

Objectif général :

Participer à l'amélioration de la coordination régionale et départementale en faveur de l'aide alimentaire.

Objectifs spécifiques :

- Faciliter les échanges d'expériences entre les structures
- Encourager les partenariats, le soutien des institutions locales, l'harmonisation des pratiques.
- *Créer ou maintenir une dynamique territoriale entre structures de l'aide alimentaire*
- *Favoriser les rencontres entre structures et les échanges de pratiques*
- *A terme harmoniser les pratiques de chacun ou être en complémentarité sur un territoire*
- *Encourager les partenariats, le soutien des institutions locales, ...*
- **faire émerger les actions et initiatives locales et en tirer des enseignements**

Objectif opérationnel :

- Organiser deux réunions de groupes de travail par département
- Organiser un séminaire régional d'une demi-journée

Déroulement :

Une première réunion téléphonique a eu lieu le 7 décembre 2011 avec les partenaires du projet, les antennes territoriales de la FRAPS et les Codes de la région Centre. Cette réunion a permis de faire un état des lieux rapide des possibilités de déploiement du projet dans les différents départements.

Le projet s'est déroulé en deux phases. Dans un premier temps, chaque antenne territoriale de la FRAPS ou CODES a piloté la mise en place de deux réunions d'une demi-journée sur leur département. Chacun a eu en charge de recenser les structures présentes sur son territoire, de les inviter, d'animer les réunions, de rédiger les comptes-rendus et de repérer un ou des projets remarquables sur lequel communiquer.

La deuxième phase a consisté à organiser de façon collégiale la mise en œuvre d'une demi-journée d'échanges de pratiques rassemblant les structures présentes en département. Pour organiser cette rencontre, plusieurs réunions téléphoniques entre les pilotes départementaux et les pilotes régionaux (FRAPS Centre et CODES 45) ont eu lieu. Un courrier d'invitation régional a été rédigé par tous mais chaque structure a elle-même invité ses partenaires (structures d'aide alimentaire, Conseil Général, direction départementale de l'ARS Centre, ...).

Au regard de l'état d'avancement des structures, le choix a été fait de ne pas organiser un séminaire technique où des intervenants extérieurs à la région viendraient présenter des actions ou études mais plutôt d'organiser une réunion régionale d'échanges de pratiques à l'instar des réunions départementales. La réunion s'est déroulée le 6 décembre au foyer de jeunes travailleurs de Blois, afin que le lieu soit central pour la région. Lors de la réunion, une table documentaire présentant des outils sur l'alimentation et des brochures de l'INPES a été proposé aux participants.

Étape	Calendrier
Réunion de lancement du projet	7 décembre 2011
Recensement des structures par chaque département	Juin 2012
Invitation des structures à participer aux réunions	Juin, août, septembre 2012
Mise en place des réunions départementales (animation, rédaction des comptes-rendus)	Juin à novembre 2012
Organisation du séminaire régional (réunions de préparation, réservation de la salle)	3 septembre, 14 novembre
Invitation des structures	Novembre 2012
Élaboration du questionnaire d'évaluation pour le séminaire régional	Décembre 2012
Déroulement de la réunion régionale	6 décembre 2012

Résultats obtenus :

Les résultats ci-dessous sont issus de l'analyse des comptes -rendus des deux réunions départementales et de la réunion régionale du 6 décembre 2012 ainsi que du traitement d'un questionnaire (cf. Annexe) proposé à l'ensemble des participants à l'issue de cette rencontre afin de formaliser par écrit les échanges et de pouvoir évaluer l'intérêt pour eux des réunions et de connaître les axes à travailler pour la suite.

	Réunions départementales d'échanges de pratiques											
	18		28		36		37		41		45	
Date des réunions	9 /10/12	23/10/12	4/10/12	29/11/12	1/06/12	30/11/12	2/10/12	23/11/12	24/10/12	14/11/12	09/10/12	19/11/12
Lieu / Territoire de la réunion	Vierzon	Saint-Amand Montrond	Chartres	Chartres	Châteauro ux	La Châtre	Tours	Tours	Blois	Blois	Orléans	Orléans
Nombre de personnes invitées	30	30	150	104	20	10	11	3	35	35	72	72
Mode d'invitation (mail, courrier postal, téléphone, rencontre)	Mail	Mail	150 Courriers + 61 mails	Courriers	20 mails	10 courriers	Mail	Mail	Mail+ courrier	Mail + courrier	72 courriers + 8 mails	72 courriers + 11 mails
Nombre de participants	5	3	10	11	11	5	10	1	6	4	11	10
Taux de participation	16 %	10 %	7 %	10 %	55 %	50 %	91 %	33 %	17 %	11 %	15 %	14 %
Nombre de structures représentées	3	2	8	10	10	6	8	1	4	3	7	9
Thèmes des	Fonctionneme	Présentation	Aide	Aide	Bilan projet	Présentation du	Travail sur le	Travail sur le	Projets menés	Le besoin de	Présentation et	Fonctionnement

échanges	nt des structures + conditions favorables à une distribution d'aide alimentaire de qualité + intérêt des ateliers cuisine + présentation du classeur alimentation atout prix	de la cuisinette mobile de la BA 18 et de l'intérêt d'un atelier cuisine	alimentaire : qui fait quoi en Eure et Loir Réflexion sur la mutualisation des pratiques Optimisation des approvisionnements	alimentaire : qui fait quoi en Eure et Loir → point sur le travail engagé Informations sur la réunion régionale d'échange de pratiques du 06/12/2012 Poursuite de la réflexion sur la mutualisation des pratiques.	INPES Fonctionnement des épiceries sociales Mise en place d'une coordination sur La Châtre Présentation projet régional ARS/FRAPS	projet Fonctionnement des structures et lien existant au profit du bénéficiaire Soutien possible Vision de la coordination et souhaits	vademecum + les permanences estivales+projet achat camion réfrigéré	vademecum	par les différentes structures	soutien des bénévoles	fonctionnement des structures (technique du blason)	des structures et projets liés au jardin (jardin ouvrier, jardin partagé, ...)
Existence d'actions communes, de rencontres grâce à ces réunions	Pas connues à ce jour					Pas d'actions communes mais retour positif sur cette opportunité de pouvoir échanger sur leurs pratiques	Oui					Suite aux 2 réunions le CCAS de Chateaufort est allé voir les ateliers cuisine du CCAS de Boigny-sur-Bionne
Si oui, précisez							Vademécum					

Deux réunions par départements ont été organisées de juin à novembre 2012. En moyenne, il y a eu 7 participants par réunion représentant 6 structures. L'objectif de dix structures par département visé à l'écriture du projet est donc partiellement atteint. Au regard du nombre de personnes invitées (572) et du nombre de participants (87), le taux de participation régional est relativement faible (15%) bien qu'il existe une disparité selon les territoires. En effet, dans l'Indre et l'Indre-et-Loire, une coordination des acteurs de l'aide alimentaire était déjà engagée par ailleurs sur Châteauroux et l'agglomération de Tours ce qui explique que le taux de participation à ces réunions a été relativement important. Pour les autres départements, il s'agissait d'amorcer une réelle dynamique, qui n'existait pas jusqu'à maintenant. Cette démarche novatrice peut, en partie, expliquer que le taux de mobilisation est moindre.

Selon les départements la stratégie de mobilisation a été différente. En effet, dans l'Indre et le Cher, les pilotes départementaux ont fait le choix de ne pas réaliser les deux réunions sur les mêmes territoires. Cette stratégie semble avoir fonctionné pour l'Indre mais pas pour le Cher. Cette différence peut probablement s'expliquer par le fait que dans le Cher, les structures n'ont pas exprimé le besoin de se réunir alors que dans l'Indre oui.

Dans deux départements (Eure-et-Loir et Loiret), le nombre de participants et le nombre de structures représentées ont augmenté entre la première et la

deuxième réunion montrant un investissement des structures (pour l'Indre, le Cher et l'Indre-et-Loire, cette remarque n'est pas possible étant donné que les réunions ne se sont pas déroulées sur un même territoire ou n'ont pas concerné les mêmes personnes).

Points que les coordinations départementales ont permis d'aborder (d'après le questionnaire du 6 décembre) :

- Connaissances des autres structures, des actions et champs d'action (8 occurrences),
- Réflexion et prise de recul quant aux actions mises en place au sein des structures (nouvelles réflexions ou actions auxquelles les structures n'auraient pas pensé ou trouvé utile) (3 occurrences),
- Mutualisation des idées (2 occurrences),
- Mise en place d'initiatives déjà existantes sur d'autres territoires (2 occurrences),
- Échanges sur ses difficultés et diminution du sentiment d'isolement,
- Sollicitation de nouveaux partenaires.

Réunion régionale d'échanges de pratiques							
Jeudi 6 décembre 2012 à Blois de 14h à 17h							
Départements	18	28	36	37	41	45	Région
Nombre de personnes invitées	30	124	20	35	35	76	3
Mode d'invitation (mail, courrier postal, téléphone, rencontre)	Mail	Courriers	courrier postal	Mail, rencontre, téléphone	Mail + courrier	76 Courriers / 17 Mails / 10 communications orales	3 courriers / 3 mails / 2 communications orales
Nombre de participants	0	1	1	1	6	2	3
Organisateurs départementaux	1 chargée de projet CODES 18	1 Directrice CESEL	1 chargée de projets CODES 36	1 responsable antenne FRAPS 37	1 responsable antenne FRAPS 41 + 1 chargée de diffusion	1 directeur CODES 45 + 1 chargée de projets	1 chargée de mission FRAPS
Nombre de structures représentées	0	1	1	1	6	2	3
Projet / Thème présenté	/	Evolution de l'aide alimentaire au CCAS de Dreux / Actions du CCAS de Vernouillet	<i>Ateliers cuisine inter-structures à Chateauroux + Vademecum des structures d'aide alimentaire de Chateauroux</i>	<i>Actions permises par le G3A dont le Vademecum des structures d'aide alimentaire de Tours +</i>	<i>Réflexion sur la mise en place d'un groupe de parole entre bénévoles inter-associatif</i>	<i>Partenariat entre l'épicerie sociale du CCAS de Châteauneuf-sur-Loire et une AMAP</i>	
Intervenants		Sandrine Pouillet (CCAS Dreux) / Myriam Neullas (CESEL)	Josselyne BATTY (BA) / Annabelle Desaix (CODES 36)	Marie Sergent (FRAPS 37)	Mme Royer (Secours Populaire) / Mme Mesnier (la Passerelle) / M. PETOT(CIAS Vendômois)	Rosanna Deschamps (CCAS Châteauneuf-sur-Loire)	

Quinze personnes (hors référents FRAPS, antennes FRAPS et CODES) ont participé à la réunion régionale d'échange de pratique soit un taux de participation de 4 % au regard du nombre d'invités. Parmi ces participants trois étaient institutionnels (ARS, DRAAF, DDJSCS). Les participants provenaient essentiellement de structures du Loir-et-Cher. Cette faible participation peut avoir deux raisons : la réunion a eu lieu en pleine campagne hivernale et la communication autour de cette réunion régionale a été réalisée tardivement (novembre pour décembre).

Lors de cette rencontre, cinq départements ont présenté le fruit de leurs échanges, le fonctionnement du groupe et leurs initiatives : le Loiret et l'Indre, ont présenté une ou des actions, l'Eure-et-Loir a fait part de l'évolution du mode de fonctionnement d'une structure depuis le dispositif de formation et d'accompagnement de l'INPES et le Loir-et-Cher a fait partager à tous le fruit de leur réflexion départementale (41).

Cette réunion a été l'occasion pour les personnes présentes de partager des idées d'actions (troc de confitures, partenariat avec des jardins, épicerie ambulante), de discuter de l'impact de certaines initiatives dans le temps (impact du vademecum de Tours+ et de Châteauroux) et de se rencontrer (la DDJSCS 37 ne connaissait pas l'existence de la coordination de Tours).

Les échanges entre acteurs de l'aide alimentaire lors de cette réunion montrent l'importance de l'interconnaissance des uns et des autres : des ressources matérielles et humaines et du champ de compétence de chacun pour pouvoir accéder à un processus de changement. A Tours par exemple, la coordination d'aide alimentaire se réunit depuis 2010 et ce n'est qu'en 2012 que les acteurs ont pu s'organiser pour être complémentaires pour la distribution alimentaire estivale. En 2013, cette même coordination envisage d'acheter un camion en commun. Dans l'Indre l'action inter-structure présentée lors de la réunion n'a pu voir le jour que grâce au fait que les structures se connaissaient, qu'elles souhaitent travailler en commun et qu'une structure portait l'ensemble du projet.

Impact des échanges départementaux et perspectives 2013 :

A l'issue de la rencontre régionale, un questionnaire a été proposé à l'ensemble des participants afin de formaliser par écrit les échanges et de pouvoir évaluer l'intérêt pour eux des réunions départementales et régionale et de connaître les axes à travailler pour la suite (18 questionnaires ont été remplis sur les 23 personnes présentes).

A la question : « De votre position, vous parait-il possible d'améliorer l'alimentation des bénéficiaires de l'aide alimentaire ? Et comment », deux personnes seulement pensent qu'il n'est pas possible d'améliorer l'aide alimentaire en raison notamment de l'augmentation du nombre de bénéficiaires qui pose un problème de locaux et de financement.

Les autres participants (16 personnes) ont formulés des pistes d'amélioration pouvant être regroupées en trois grands axes :

- Mettre en place ou poursuivre des actions auprès des bénéficiaires en complément de l'aide alimentaire apportée(7 occurrences).

Les participants ont cité « *petit-déjeuner* », « *cuisine* », « *visite d'un jardin / ferme* », « *travaille sur l'utilisation et l'appropriation des fruits et légumes* », « *en accompagnant l'information nutritionnelle auprès des usagers* », « *par l'information sur les produits et les façons de les cuisiner* »,

« par des présentations de produits attractifs (choix et aspect) », « par des échanges avec les bénéficiaires sur leur façon de s'alimenter, leurs goûts, leurs possibilités », « par des actions de prévention, de revalorisation et de conseil ».

- Travailler sur l'approvisionnement en denrées des structures en qualité et quantité notamment en produit frais (3 occurrences). Pour y répondre une personne propose de diversifier les partenariats
- Mutualiser les pratiques et les moyens entre structures (3 occurrences) afin de recenser les besoins et d'y répondre

Tous les participants estiment qu'il serait intéressant de poursuivre les échanges au niveau départemental en 2013. Selon eux les axes auxquels réfléchir sont les suivants :

- Mutualisation des pratiques professionnelles (recherche de bénévoles, collecte, lutte contre le gaspillage, aménagement du lieu d'accueil, partenariats, ...) (4 occurrences)
- Formation des professionnels et bénévoles (3 occurrences) notamment à la méthodologie
- Les jardins : pourquoi ? Pour qui ? Partenariats possibles ? Aide complémentaire ? (2 occurrences)
- Développer des thématiques précises lors de réunions interstructures (2 occurrences) / axer sur des thématiques communes avec mutualisation des moyens (idées, moyen humain, moyen financier)
- Travail avec les collectivités pour connaître les besoins (où se renseigner ? Former des bénévoles)
- Le public : que proposer aux personnes en difficultés sur la durée ?
- L'offre en produits frais
- La pérennisation des actions / les projets des autres (1)
- L'impulsion de nouvelles actions pour une approche plus complémentaire
- Maintien de la dynamique locale
- Favoriser les échanges en région
- Ateliers cuisine, présentation de recettes adaptées aux différentes situations de vie

Facteurs favorisant l'atteinte des objectifs :

- Le besoin ressenti et / ou exprimé par les structures de se réunir (les personnes présentes à la réunion ont exprimé l'intérêt de mutualiser les pratiques et les moyens dans un contexte où les subventions et denrées pour l'aide alimentaire tant au niveau national que européen sont en baisse).
- Le temps pour le développement d'une dynamique et de projets communs
- Participation d'institutionnels à la réunion du 6 décembre pour constater les dynamiques présentes

Freins à l'atteinte des objectifs :

- Le calendrier de mise en place du projet concentré sur le troisième trimestre 2012 n'était pas pertinent il est donc important de veiller à proposer des rencontres plus étalées dans le temps et après la période hivernale. De plus, pour certains territoires, la date de réunion régionale était trop précoce ce qui n'a pas favorisé la mobilisation.
- Manque d'identification ou de légitimité des antennes FRAPS ou des CODES par les structures d'aide alimentaires sur certains territoires,
- Le manque de connaissances sur les dispositifs existants entre institutions ne favorise pas une lisibilité des acteurs de terrain.

Perspectives :

Ces réunions d'échanges de pratiques qui ont vu le jour suite aux projets financés en 2010 par le GRSP et en 2011 par l'INPES montrent leur intérêt sur le long terme pour la mutualisation et le changement de pratiques des structures et ce, malgré des valeurs divergentes en certains points. Les dynamiques engagées étant différentes sur chaque territoire, il est envisagé aujourd'hui par les antennes de la FRAPS et certains CODES de poursuivre ces rencontres tout au long de l'année dans le cadre de l'animation territoriale.

Budget de l'action : 9750 €

Partenaires : ARS du Centre (financier),
CODES, antennes FRAPS (opérateur)

ANNEXE 1 : Questionnaire de la réunion régionale du 6 décembre 2012



QUESTIONNAIRE D'EVALUATION

**Séminaire d'échange de pratiques Aide Alimentaire – BLOIS
06 décembre 2012**

Nous vous remercions par avance de bien vouloir remplir et nous remettre ce questionnaire à la fin de la réunion.

<p>Vous êtes... <input type="checkbox"/> salarié <input type="checkbox"/> bénévole</p> <p>Type de structure :</p> <p><input type="checkbox"/> CCAS <input type="checkbox"/> Épicerie solidaire <input type="checkbox"/> Association <input type="checkbox"/> Institution <input type="checkbox"/> Collectivité territoriale</p> <p><input type="checkbox"/> Autre :</p>
<p>1. De votre position, vous parait-il possible d'améliorer l'alimentation des bénéficiaires de l'aide alimentaire ?</p> <p>Expliquez :</p>
<p>2. Les réunions départementales et cette réunion régionale vous ont permis d'échanger avec d'autres acteurs et d'identifier des axes d'amélioration de votre pratique professionnelle ?</p> <p>Expliquez :</p>
<p>3. Pensez-vous qu'il serait pertinent de continuer ces échanges départementaux en 2013 ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, quels axes seraient à travailler dans le cadre de ces réunions afin d'améliorer l'alimentation des bénéficiaires de l'aide alimentaire ?</p> <p>.....</p>